



DECLARATION LIMINAIRE COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 25 MAI 2018

Monsieur le Directeur,

Il n'y a pas si longtemps, nous vivions en démocratie républicaine. Force est de constater que, sauf pour ceux dont la hauteur de vue est digne de celle de Renée La Toupe, nous avons rapidement glissé vers un régime ploutocrate, dans lequel le suffrage censitaire s'est insidieusement et factuellement instauré.

En effet, lors des dernières élections nationales, les études sociologiques ont toutes démontré la désaffection des classes les plus populaires de notre pays pour ce qui est censé caractériser le moment le plus important de la vie d'un régime dit démocratique.

Ce sentiment d'abandon d'une part grandissante de la population n'est que la résultante de choix politiques nationaux qui mettent à mal le pacte républicain et la cohésion de la société. Ainsi, les corps intermédiaires, garants d'une démocratie vivante et équilibrée, sont non seulement méprisés, mais dénigrés. Leurs responsables, les personnes qui les soutiennent et prennent part aux débats démocratiques ayant cours dans l'exercice des luttes pour une société plus juste et plus respectueuse, sont traités comme des délinquants.

Faut-il, à ce titre, rappeler le sort réservé aux étudiants délogés des amphithéâtres, ce que n'ont pas osé faire les forces de police du Général De Gaulle, en mai 1968 ? Faut-il rappeler la violence avec laquelle les cheminots qui tenaient une AG sur les quais de la gare du nord, furent réprimés ? Faut-il rappeler les moyens militaires utilisés par les gendarmes mobiles lors de l'assaut contre les « Zadistes » de Notre Dame des Landes ? Et ce ne sont que quelques exemples parmi tant d'autres...

Aucune idée qui ne soit pas issue du sérail politique actuellement au pouvoir ne saurait trouver à être exprimée par qui que ce soit. « There is no alternative », proclamait Mme Thatcher. Effectivement, si vous en ébauchez l'idée, vous vous exposez à un retour de bâton des plus violents. Violence policière, comme nous venons de l'exposer, mais également violence symbolique et verbale. Servis par une éditocratie asservie au pouvoir de ses propriétaires, les classes dirigeantes de notre société œuvrent à l'abrutissement des masses, à la dépolitisation des luttes sociales et à l'affirmation de l'inexistence d'alternatives institutionnelles à l'organisation de nos sociétés.

Et comme il n'y aurait pas d'alternative, notre service public, le patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas notamment, en fait largement les frais. Attaqué par nos plus hauts représentants, comme par la majorité des médias nationaux et régionaux, les cheminots, les fonctionnaires sont présentés comme les nantis du système !! Quelle force, de la part des toujours plus nombreux millionnaires et milliardaires que de présenter les « sans grades » à la vindicte, histoire de faire se chamailler le « bas peuple » pour les miettes qu'ils lui laissent.

Notre Direction Générale en prend pour son grade, elle aussi. Les mouvements et les projets de mouvements connus à ce jour en disent long sur l'ampleur des suppressions d'emploi que l'on peut légitimement craindre sur l'exercice 2019. Les prémisses des annonces du Comité Action Publique 2022, composé d'expert.es es-services publics, en très grande majorité (pour ne pas dire quasi-exclusivement) des industriels et des économistes libéraux (!!!), laissent également à penser tout ce que l'on pouvait craindre. Pour les agents, il faut se préparer à la précarisation et la baisse des rémunérations par la mise en concurrence exacerbée des agents, générée par une modulation de la rémunération à budget constant. Pour les services rendus au public, il s'agira d'externaliser, de marchandiser, voire d'en abandonner. Pour les usagers, il s'agira d'acheter ou de s'asseoir sur des services que des fonctionnaires sous statut rendaient avec neutralité et indépendance.

Ce Comité Technique local est l'illustration de la direction politique prise depuis plusieurs années et qui s'exacerbe depuis trois ans : éloignement des usagers de notre administration, contrainte sur les citoyens afin qu'ils se dotent en ordinateur et connexion internet. Tout cela dans le mépris des valeurs de continuité et d'accessibilité de chaque citoyen à son service public. Nous ne vous ferons pas l'injure de vous présenter à nouveau l'étude du CREDOC (Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie) d'avril 2017 que nous vous avons exposé à l'occasion de la fermeture de la trésorerie de Mussidan, et qui ne faisait que mettre en lumière la double peine à laquelle sont exposés les plus fragiles de nos concitoyens face à la montée de l'e-administration.

Nous sommes à la veille de grands bouleversements. Le PAS (Prélèvement A la Source) en est une des illustrations. Il n'est qu'une des étapes vers un changement de paradigme qui, au lieu de consolider le « vivre ensemble », marquera une nouvelle étape dans le délitement de la cohésion de nos sociétés.

Les agents grévistes (encore plus de 40 % ce 22 mai en Dordogne) restent opposés à la politique mise en place au plan national et déclinée localement, qui ne consiste qu'à passer la serpillière de l'accompagnement social dans les coins.

La CGT n'a pas vocation à vous aider à la passer.